Le sénateur Olson: Le gouvernement a-t-il pris position—si oui, il n'est peut-être pas prêt à l'énoncer maintenant et si tel est le cas je le comprends—afin de voir à ce que le chargement des céréales se poursuive étant donné que les travailleurs semblent disposés à le faire? En d'autres mots, le gouvernement est-il prêt à légiférer pour mettre fin à ce lock-out?

Le sénateur Murray: Compte tenu de la déclaration syndicale selon laquelle les travailleurs seraient disposés à manutentionner les céréales, le ministre du Travail a expédié le télégramme dont j'ai parlé il y a quelques minutes aux employeurs demandant leur collaboration. Je le répète, s'ils refusent de le faire, nous devons songer à ce que nous devons faire ensuite. De toute évidence, une mesure parlementaire serait une des possibilités.

LES TRANSPORTS

LA FERMETURE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

L'honorable L. Norbert Thériault: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au leader du gouvernement au Sénat et elle a également trait à la médiation. A-t-il quelque chose à communiquer au Sénat au sujet des négociations ou de la médiation entre le CN et les syndicats à Moncton?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Je regrette de n'avoir rien d'autre à ajouter à ce que j'ai déjà dit la semaine dernière. Je m'engage à vérifier auprès du ministre des Transports s'il n'y a rien de neuf à communiquer au Sénat à ce sujet.

Le sénateur Thériault: Le leader du gouvernement sait-il qu'un médiateur a été nommé?

Le sénateur Murray: Cela ne change rien à la situation. Le ministre ou le médiateur ne m'ont rien appris d'autre à ce sujet. Quand j'aurai de nouveaux renseignements, je les transmettrai au Sénat.

Le sénateur Thériault: Je vous en remercie.

L'AGRICULTURE

LES CÉRÉALICULTEURS DE L'OUEST—L'AIDE GOUVERNEMENTALE

L'honorable Hazen Argue: Honorables sénateurs, j'ai une question à poser au leader du gouvernement au Sénat. J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt les déclarations faites à l'autre endroit au sujet des paiements d'appoint que le gouvernement envisage dans le cas des céréaliculteurs de l'Ouest. Comme il a pris part aux délibérations concernant cette politique, le leader du gouvernement pourrait-il nous dire s'il s'agira là d'une mesure ponctuelle pour répondre à l'urgence actuelle, ou si le gouvernement envisage d'adopter cette formule en permanence pour fournir dorénavant aux agriculteurs un revenu d'appoint chaque fois que la situation sera aussi mauvaise que maintenant? Le gouvernement envisage-t-il ces paiements d'appoint uniquement pour faire face à la situation actuelle?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Honorables sénateurs, ce sont là bien des questions à la fois. Tout ce que je puis dire à l'honorable sénateur, c'est que le ministre de

l'Agriculture a convoqué les sous-ministres de l'Agriculture à une réunion qui doit avoir lieu jeudi prochain en vue de discuter et de définir davantage le programme d'aide que les ministres de l'Agriculture envisageaient dans leur déclaration commune du 27 août dernier. Le ministre de l'Agriculture doit également rencontrer dans quelques jours les représentants de nos associations agricoles pour préciser les éléments de cette aide.

Le sénateur Argue: Le leader du gouvernement pourrait-il nous dire où nous en sommes relativement à l'engagement que le premier ministre a pris le 30 avril dernier et portant que, sous réserve d'une recommandation d'un comité de la Chambre des communes, il y aurait pour le blé un système de double prix qui pourrait atteindre 11\$ le boisseau? Le comité a recommandé 10\$ et les agriculteurs attendent toujours que le premier ministre remplisse l'engagement qu'il a pris de majorer le système de double prix pour le blé.

Le sénateur Murray: Sauf erreur, l'honorable sénateur parle d'une hausse du prix du blé sur le marché canadien.

Le sénateur Argue: C'est exact.

Le sénateur Murray: Je crois savoir que le prix se situe actuellement aux environs de 7\$ ou 8\$ le boisseau. La possibilité d'une nouvelle hausse est encore à l'étude.

Le sénateur Argue: La réponse du ministre signifie-t-elle qu'une annonce sur le sujet pourrait être faite? Peut-il nous garantir que le milliard de dollars envisagé n'est pas indissociable du système de double prix du blé? En d'autres mots, peut-il me garantir que l'on n'annoncera pas que deux cents millions de dollars seront retranchés du milliard—ou bien tout cela fait-il partie d'un seul grand programme étudié par le gouvernement?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, on annoncera tout accroissement du prix du blé sur le marché national lorsqu'une décision en ce sens aura été prise. Quant à un lien possible avec le programme d'aide faisant actuellement l'objet de discussions entre le gouvernement fédéral, les provinces et les groupements d'agriculteurs, je le répète, il n'a pas encore été défini.

Le gouvernement n'entend pas réaffecter des fonds actuellement consacrés à des programmes d'aide aux agriculteurs; cependant, nous nous réservons évidemment le droit de recourir aux lois en vigueur pour fournir les sommes additionnelles que nous envisageons.

Le sénateur Argue: J'ai une question supplémentaire à poser au leader du gouvernement. Si ce n'est pas trop présomptueux de ma part, j'aimerais lui demander s'il communiquera cette idée aux personnes qui étudient la politique. J'espère qu'une fois annoncés, ces versements d'appoint, s'ils sont calculés sur les boisseaux de grain, ne s'appliqueront pas à la totalité de la production de tous les céréaliculteurs. J'estime qu'il est temps que le gouvernement pense une politique assurant un appui financier aux exploitations familiales et y consacre les montants qu'il économiserait en imposant une limite quelconque à la production totale de chaque exploitation admissible à ces versements. Je présente cette requête au leader du gouvernement parce qu'il s'agit, à mon avis, d'un aspect capital de la politique de l'État à ne pas négliger. Je ne fais pas souvent référence aux politiques des États-Unis, mais dans ce pays, on